Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 242 del 16 ottobre 1997 - Serie generale

Spedizione in abb. post. 70% - Filiale di Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Giovedì, 16 ottobre 1997** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 211/L

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **348.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **349.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sullo *status* delle missioni e rappresentanze di Stati terzi presso l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, fatto a Bruxelles il 14 settembre 1994.

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **350.**

Ratifica ed esecuzione del trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica ceca, fatto a Roma il 23 gennaio 1996.

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **351.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo quadro di cooperazione volto a preparare, come obbiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea ed i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica del Cile, dall'altra, con allegati, fatto a Firenze il 21 giugno 1996.

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **348.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo, fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 8 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Accord européen concernant les personnes partecipant aux procédures devant la Court européenne des Droits de l'Homme

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Vu la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signée a Rome le 4 novembre 1950 (ci-après dénommée «la Convention»);

Vu l'Accord europeen concernant les personnes participant aux procedures devant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme, signé à Londres le 6 mai 1969;

Vu le Protocole n° 11 à la Convention, portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, signé à Strasbourg le 11 mai 1994 (ci-après dénommé «Protocole n° 11 à la Convention»), qui établit une nouvelle Cour permanente européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommée «la Cour») remplaçant la Commission et la Cour européennes des Droits de l'Homme;

Considérant, à la lumière de ce développement, qu'il est opportun, pour mieux atteindre les objectifs de la Convention, que les personnes participant aux procédures devant la Cour se voient accorder certaines immunités et facilités par un nouvel accord, l'Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (ci-après dénommé «l'Accord»),

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

1 Les personnes auxquelles le présent Accord s'applique sont:

- a toutes les personnes qui participent à la procédure engagée devant la Cour, soit en tant que partie, soit comme représentant ou conseil d'une partie;
- b les témoins, les experts appelés par la Cour, ainsi que les autres personnes invitées par le Président de la Cour à participer à la procédure.

2 Aux fins d'application du présent Accord, le terme «Cour» désigne les comités, les chambres, le collège de la Grande Chambre, la Grande Chambre et les juges. L'expression «participer à la procedure» vise aussi toute communication tendant à l'introduction d'une requête dirigée contre un Etat partie à la Convention.

3 Dans le cas où, au cours de l'exercice par le Comité des Ministres des fonctions qui lui sont dévolues par application de l'article 46, paragraphe 2, de la Convention, une personne visée au premier paragraphe ci-dessus est appelée à comparaître devant lui ou à lui soumettre des déclarations écrites, les dispositions du présent Accord s'appliquent également à cette personne.

Article 2

1 Les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord jouissent de l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations faites oralement ou par écrit à la Cour, ainsi qu'à l'égard des pièces qu'elles lui soumettent.

2 Cette immunité ne s'applique pas à la communication en dehors de la Cour des déclarations faites ou de pièces produites devant la Cour.

Article 3

1 Les Parties contractantes respectent le droit des personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord de correspondre librement avec la Cour.

2 En ce qui concerne les personnes détenues, l'exercice de ce droit implique notamment que:

a leur correspondance doit être transmise et leur être remise sans délai excessif et sans altération;

b ces personnes ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire du fait d'une communication transmise à la Cour par les voies appropriées;

c ces personnes ont le droit, au sujet d'une requête à la Cour et de toute procédure qui en resulte, de correspondre avec un conseil admis à plaider devant les tribunaux du pays où elles sont détenues et de s'entretenir avec lui sans pouvoir être entendues par quiconque d'autre.

3 Dans l'application des paragraphes précédents, il ne peut y avoir d'ingérence d'une autorité publique que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure necessaire, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la recherche et à la poursuite d'une infraction pénale ou à la protection de la santé.

Article 4

1 a Les Parties contractantes s'engagent à ne pas empêcher les personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord de circuler et de voyager librement pour assister à la procédure devant la Cour et en revenir.

b Aucune autre restriction ne peut être imposée à ces mouvements et déplacements que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au maintien de l'ordre public, à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

2 a Dans les pays de transit et dans le pays où se déroule la procédure, ces personnes ne peuvent être ni poursuivies, ni détenues, ni soumises à aucune autre restriction de leur liberté individuelle en raison de faits ou condamnations antérieurs au commencement du voyage.

b Toute Partie contractante peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de cet Accord, déclarer que les dispositions de ce paragraphe ne s'appliqueront pas à ses propres ressortissants. Une telle déclaration peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3 Les Parties contractantes s'engagent à laisser rentrer ces personnes sur leur territoire lorsqu'elles y ont commencé leur voyage.

4 Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article cessent de s'appliquer lorsque la personne intéressée a eu la possibilité, pendant quinze jours consécutifs après que sa présence a cessé d'être requise par la Cour, de rentrer dans le pays où son voyage a commencé.

5 En cas de conflit entre les obligations résultant pour une Partie contractante du paragraphe 2 du présent article et celles résultant d'une convention du Conseil de l'Europe ou d'un traité d'extradition ou d'un autre traité relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale conclu avec d'autres Parties contractantes, les dispositions du paragraphe 2 du présent article l'emportent.

Article 5

1 Les immunités et facilités sont accordées aux personnes visées au premier paragraphe de l'article 1er du présent Accord uniquement en vue de leur assurer la liberté de parole et l'indépendance nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions, tâches ou devoirs, ou à l'exercice de leurs droits devant la Cour.

2 a La Cour a seule qualité pour prononcer la levée totale ou partielle de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord; elle a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité dans tous les cas où, à son avis, celle-ci entraverait le cours de la justice et où sa levée totale ou partielle ne nuirait pas au but défini au premier paragraphe du présent article.

b L'immunité peut être levée par la Cour, soit d'office, soit à la demande de toute Partie contractante ou de toute personne intéressée.

c Les décisions prononçant la levée d'immunité ou la refusant sont motivées.

3 Si une Partie contractante atteste que la levée de l'immunité prévue au premier paragraphe de l'article 2 du présent Accord est nécessaire aux fins de poursuites pour atteinte à la sécurité nationale, la Cour doit lever l'immunité dans la mesure spécifiée dans l'attestation.

4 En cas de découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, à l'époque de la décision refusant la levée d'immunité, était inconnu de l'auteur de la demande, ce dernier peut saisir la Cour d'une nouvelle demande.

Article 6

Aucune des dispositions du présent Accord ne sera interprétée comme limitant ou dérogeant aux obligations assumées par les Parties contractantes en vertu de la Convention ou de ses protocoles.

Article 7

1 Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent exprimer leur consentement à être liés par:

a signature sans réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou

b signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2 Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 8

1 Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle dix Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par l'Accord, conformément aux dispositions de l'article 7, si à cette date le Protocole n° 11 à la Convention est entré en vigueur, ou à la date d'entrée en vigueur du Protocole n° 11 à la Convention dans le cas contraire.

2 Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par l'Accord, celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 9

1 Tout Etat contractant peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application du présent Accord, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

2 Le présent Accord entrera en vigueur à l'égard de tout territoire désigné en vertu du paragraphe 1 le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période d'un mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3 Toute déclaration faite en vertu du paragraphe 1 pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues selon la procédure prévue pour la dénonciation par l'article 10 du présent Accord.

Article 10

1 Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2 Toute Partie contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3 La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général. Toutefois, une telle dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Partie contractante intéressée de toute obligation qui aurait pu naître en vertu du présent Accord à l'égard de toute personne visée au premier paragraphe de l'article 1er.

Article 11

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil:

a toute signature;

b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c toute date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à ses articles 8 et 9;

d tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Accord.

Fait à Strasbourg, le 5 mars 1996, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO EUROPEO CONCERNENTE LE PERSONE CHE PARTECIPANO ALLE PROCEDURE DAVANTI ALLA CORTE EUROPEA DEI DIRITTI DELL'UOMO

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Accordo,

Vista la Convenzione di salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, firmata a Roma il 4 novembre 1950 (di seguito denominata "la Convenzione");

Visto il Protocollo n°11 alla Convenzione, relativo alla ristrutturazione del meccanismo di controllo istituito dalla Convenzione, firmato a Strasburgo l'11 maggio 1994 (di seguito denominato "Protocollo n° 11 alla Convenzione") che istituisce una Corte permanente europea dei diritti dell'uomo (di seguito denominata "la Corte") in sostituzione della Commissione e della Corte europea dei diritti dell'uomo;

Considerando, alla luce di tali sviluppi, l'opportunità che, in vista di un migliore conseguimento degli scopi della Convenzione, le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte si vedano accordare alcune immunità ed agevolazioni mediante un nuovo accordo, ossia l' Accordo europeo concernente le persone che partecipano alle procedure davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo (di seguito denominato "l'Accordo");

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

1. Le persone cui il presente Accordo si applica sono:

   a. tutte le persone che partecipano alla procedura instaurata davanti alla Corte, sia in quanto parti, sia come rappresentanti o consulenti legali di una parte;
   b. i testimoni, gli esperti convocati dalla Corte, nonché tutte le altre persone invitate dal Presidente a partecipare alla procedura.

2. Ai fini dell'applicazione del presente Accordo, il termine " Corte " indica i comitati, le camere, il Collegio della Camera Unita, la Camera Unita ed i giudici. L'espressione "partecipare alla procedura" include ogni comunicazione relativa alla presentazione di un ricorso contro uno Stato parte della Convenzione.

3. Se durante l'esercizio, da parte del Comitato dei Ministri, delle funzioni che gli sono conferite in applicazione dell'articolo 46 paragrafo 2 della Convenzione, una persona di cui al primo paragrafo qui sopra é chiamata a comparire dinnanzi a detto Comitato o a sottoporgli dichiarazioni per iscritto, le disposizioni del presente Accordo si applicheranno anche a questa persona.

Articolo 2

1. Le persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo godono dell'immunità dalla giurisdizione per le dichiarazioni da essi effettuate oralmente o per iscritto alla Corte, nonché per la documentazione che presentano.

2. Tale immunità non si applica alla comunicazione, fuori della Corte, di dichiarazioni rese o di documentazione presentata alla Corte.

Articolo 3

1. Le Parti contraenti rispettano il diritto delle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo di corrispondere liberamente con la Corte.

2. Per quanto concerne le persone detenute, l'esercizio di questo diritto comporta in particolare:
a. che la loro corrispondenza sia trasmessa e consegnata senza indugio eccessivo e senza alterazioni ;
b. che tali persone non possano essere oggetto di alcuna misura disciplinare per via di una comunicazione trasmessa alla Corte per le vie appropriate;
c. il diritto di tali persone, riguardo ad un ricorso alla Corte ed ogni procedura che ne deriva, di corrispondere con un avvocato abilitato a trattare davanti ai tribunali del paese in cui sono detenute, e di intrattenersi con lo stesso senza essere ascoltate da chiunque.

3. Nell'applicazione dei paragrafi precedenti, non può esservi ingerenza di un'autorità pubblica se non nella misura in cui questa ingerenza é prevista dalla legge e che rappresenti una misura necessaria in una società democratica, per la sicurezza nazionale, la ricerca e l'incriminazione di un reato o la protezione della salute.

Articolo 4

1. a. Le Parti contraenti s'impegnano a non impedire alle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1° del presente Accordo di circolare e di viaggiare liberamente per assistere alla procedura davanti alla Corte e fare rientro.

b. Nessuna limitazione può essere imposta a tali movimenti e spostamenti diversa da quelle che, previste dalla legge, rappresentano misure necessarie in una società democratica, per la sicurezza nazionale, l'ordine pubblico ed il suo mantenimento, la prevenzione dei reati, la protezione della salute o della morale o la protezione dei diritti e delle libertà altrui.

2. a. Nei paesi di transito e nel paese dove si svolge la procedura, queste persone non possono essere incriminate né detenute, nè sottoposte ad altre restrizioni della loro libertà individuale per via di fatti o di condanne anteriori all'inizio del viaggio.

b. Ogni Parte contraente può, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione del presente Accordo, dichiarare che le disposizioni di questo paragrafo non si applicheranno ai suoi cittadini. Tale dichiarazione può essere ritirata in qualsiasi momento mediante notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. Le Parti contraenti s'impegnano a lasciar rientrare queste persone nel territorio dal quale hanno iniziato il viaggio.

4. Le disposizioni dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo cessano di applicarsi se la persona interessata ha avuto la possibilità, per quindici giorni consecutivi dopo che la sua presenza ha cessato di essere richiesta dalla Corte, di rientrare nel paese dove il suo viaggio aveva avuto inizio.

5. In caso di conflitto tra gli obblighi derivanti per una Parte contraente dal paragrafo 2 del presente articolo e quelli derivanti da una convenzione dèl Consiglio d'Europa o da un trattato di estradizione o altro trattato relativo all'assistenza giudiziaria in materia penale concluso con altre Parti contraenti, prevalgono le disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 5

1. Le immunità ed agevolazioni sono concesse alle persone di cui al primo paragrafo dell'articolo 1 del presente Accordo solo in vista di garantire la loro libertà di parola e l'indipendenza richiesta per l'adempimento delle loro funzioni, compiti o incombenze, o per l'esercizio dei loro diritti davanti alla Corte.

2. a La Corte é l'unica qualificata a sancire l'abolizione totale o parziale dell' immunità prevista al primo paragrafo dell'articolo 2 del presente Accordo; essa ha non solo il diritto ma anche il dovere di abolire l'immunità in tutti i casi in cui, a suo giudizio, quest'ultima potrebbe intralciare il corso della giustizia ed in cui la sua abolizione totale o parziale non nuoce allo scopo definito al primo paragrafo del presente articolo.

b L'immunità può esser abolita dalla Corte sia d'ufficio, sia su richiesta di ogni Parte contraente o persona interessata.

c Le decisioni che sanciscono l'abolizione dell'immunità o la rifiutano devono essere motivate.

3. Se una Parte contraente certifica che l'abolizione dell'immunità di cui al primo paragrafo dell'articolo 2 del presente Accordo é necessaria per procedere ad un'incriminazione per attentato alla sicurezza nazionale, la Corte é tenuta ad abolire l'immunità nella misura specificata nella certificazione.

4. Qualora sia rinvenuto un fatto tale da esercitare un'influenza decisiva e che non era noto all'autore della domanda al momento della decisione di diniego dell'abolizione dell'immunità, quest'ultimo può presentare alla Corte una nuova domanda.

Articolo 6

Nessuna disposizione del presente Accordo sarà interpretata nel senso di limitare o di derogare agli obblighi assunti dalle Parti contraenti ai sensi della Convenzione o dei suoi protocolli.

Articolo 7

1. Il presente Protocollo é aperto alla alla firma degli Stati Membri del Consiglio d'Europa firmatari dell'Accordo generale che possono esprimere il loro consenso a farne parte mediante:

   a. firma senza riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione; oppure

   b. firma con riserva di ratifica, di accettazione e di approvazione seguita dalla ratifica, dall'accettazione o dall'approvazione.

2. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 8

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui dieci Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il loro consenso ad essere vincolati dall'Accordo, secondo le disposizioni dell'articolo 7, se in tale data il Protocollo n° 11 della Convenzione é entrato in vigore, oppure alla data di entrata in vigore del Protocollo n° 11 della Convenzione in caso contrario.

2. Per ogni Stato membro che esprima in seguito il suo consenso ad essere parte dell'Accordo, quest'ultimo entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data di firma o di deposito dello strumento di ratifica, di accettazione e di approvazione.

Articolo 9

1. Ogni Stato contraente può al momento del deposito del suo strumento di di ratifica, di accettazione o di approvazione, o in ogni altro momento successivo estendere l'applicazione del presente Accordo,mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, ad ogni territorio indicato nella dichiarazione per il

quale esso cura le relazioni internazionali o per il quale é abilitato a stipulare.

2. Il presente Accordo entrerà in vigore nei confronti di ogni territorio designato ai sensi del paragrafo 1 il primo giorno del mese successivo allo scadere di un periodo di un mese dopo la data in cui il Segretario Generale del Consiglio d'Europa avrà ricevuto la dichiarazione.

3. Ogni dichiarazione resa ai sensi del paragrafo 1 potrà essere ritirata per quanto concerne ogni territorio indicato nella dichiarazione, alle condizioni previste secondo la procedura stabilita per la denuncia dall'articolo 10 del presente Accordo.

Articolo 10

1 Il presente Accordo rimarra in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Parte contraente potrà, per qaunto la conerne, denunciare il presente Accordo indirizzando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.. Tuttavia tale denuncia non può avere come effetto di svincolare la Parte contraente interessata di qualsiasi obbligo che avrebbe potuto derivarne, ai sensi del presente Accordo, nei confronti di qualsiasi persona di cui al primo paragrafo dell'articolo 1.

Articolo 11

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio:

a. ogni firma;
b. il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
c. ogni data di entrata in vigore del presente Accordo secondo gli articoli 8 e 9 dello stesso;
d. ogni altro atto, notifica o comunicazione relativa al presente Accordo.

Fatto a Strasburgo il 5 marzo 1996, in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne comunicherà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2546):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 24 ottobre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, l'11 novembre 1996, con pareri delle commissioni I e II.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio 1997; 26 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 26 maggio 1997 e approvato il 27 maggio 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2476):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 12 giugno 1997, con pareri delle commissioni 1ª e 2ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 17 settembre 1997.

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1997.

97G0378

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **349.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo sullo *status* delle missioni e rappresentanze di Stati terzi presso l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, fatto a Bruxelles il 14 settembre 1994.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo sullo *status* delle missioni e rappresentanze di Stati terzi presso l'Organizzazione del trattato Nord Atlantico, fatto a Bruxelles il 14 settembre 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 3 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Accord sur le statut des missions et des representants d'Etats tiers aupres de l'Organisation du traite de l'Atlantique Nord

CONSIDERING THE DECLARATION ON PEACE AND COOPERATION ISSUED BY THE HEADS OF STATE AND GOVERNMENT PARTICIPATING IN THE MEETING OF THE NORTH ATLANTIC COUNCIL IN ROME ON 7TH AND 8TH NOVEMBER 1991, CALLING FOR THE ESTABLISHMENT OF A NORTH ATLANTIC COOPERATION COUNCIL AND THE NORTH ATLANTIC COOPERATION COUNCIL STATEMENT ON DIALOGUE, PARTNERSHIP AND COOPERATION OF 20TH DECEMBER 1991;

NOTING THE PARTNERSHIP FOR PEACE INVITATION ISSUED AND SIGNED BY THE HEADS OF STATE AND GOVERNMENT OF THE MEMBER STATES OF THE NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION AT THE MEETING OF THE NORTH ATLANTIC COUNCIL IN BRUSSELS ON 10TH JANUARY 1994;

RECOGNIZING THE NEED TO DETERMINE THE STATUS OF THE MISSIONS AND REPRESENTATIVES OF THIRD STATES TO THE ORGANIZATION;

CONSIDERING THAT THE PURPOSE OF IMMUNITIES AND PRIVILEGES CONTAINED IN THE PRESENT AGREEMENT IS NOT TO BENEFIT INDIVIDUALS BUT TO ENSURE THE EFFICIENT PERFORMANCE OF THEIR FUNCTIONS IN CONNECTION WITH THE ORGANIZATION;

THE PARTIES TO THE PRESENT AGREEMENT HAVE AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1

FOR THE PURPOSE OF THE PRESENT AGREEMENT:

"ORGANIZATION" MEANS:
THE NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION;

"MEMBER STATE" MEANS:
A STATE PARTY TO THE NORTH ATLANTIC TREATY DONE IN WASHINGTON ON 4TH APRIL 1949;

"THIRD STATE" MEANS:
A STATE WHICH IS NOT A PARTY TO THE NORTH ATLANTIC TREATY DONE IN WASHINGTON ON 4TH APRIL 1949, AND WHICH HAS ACCEPTED THE INVITATION TO THE PARTNERSHIP FOR PEACE AND SUBSCRIBED TO THE PARTNERSHIP FOR PEACE FRAMEWORK DOCUMENT, IS A MEMBER STATE OF THE NORTH ATLANTIC COOPERATION COUNCIL OR IS ANY OTHER STATE INVITED BY THE NORTH ATLANTIC COUNCIL TO ESTABLISH A MISSION TO THE ORGANIZATION.

ARTICLE 2

(a) THE MEMBER STATE IN WHOSE TERRITORY THE ORGANIZATION HAS ITS HEADQUARTERS SHALL ACCORD TO THE MISSIONS OF THIRD STATES TO THE ORGANIZATION AND THE MEMBERS OF THEIR STAFF THE IMMUNITIES AND PRIVILEGES ACCORDED TO DIPLOMATIC MISSIONS AND THEIR STAFF;

(b) IN ADDITION, THE MEMBER STATE IN WHOSE TERRITORY THE ORGANIZATION HAS ITS HEADQUARTERS SHALL ACCORD THE CUSTOMARY IMMUNITIES AND PRIVILEGES TO THE REPRESENTATIVES OF THIRD STATES, ON TEMPORARY MISSION, WHO ARE NOT COVERED BY PARAGRAPH (a) OF THE PRESENT ARTICLE, WHILE PRESENT IN ITS TERRITORY FOR THE PURPOSE OF ENSURING THE REPRESENTATION OF THIRD STATES IN RELATION TO THE PROCEEDINGS OF THE ORGANIZATION.

ARTICLE 3

(a) THE PRESENT AGREEMENT SHALL BE OPEN FOR SIGNATURE BY MEMBER STATES AND SHALL BE SUBJECT TO RATIFICATION, ACCEPTANCE OR APPROVAL. INSTRUMENTS OF RATIFICATION, ACCEPTANCE OR APPROVAL SHALL BE DEPOSITED WITH THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM WHICH SHALL NOTIFY ALL SIGNATORY STATES OF THE DEPOSIT OF EACH SUCH INSTRUMENT;

(b) AS SOON AS TWO OR MORE SIGNATORY STATES, INCLUDING THE MEMBER STATE IN WHOSE TERRITORY THE ORGANIZATION HAS ITS HEADQUARTERS, HAVE DEPOSITED THEIR INSTRUMENTS OF RATIFICATION, ACCEPTANCE OR APPROVAL, THE PRESENT AGREEMENT SHALL COME INTO FORCE IN RESPECT OF THOSE STATES. IT SHALL COME INTO FORCE IN RESPECT OF EACH OTHER SIGNATORY STATE ON THE DATE OF THE DEPOSIT OF ITS INSTRUMENT.

ARTICLE 4

(a) THE PRESENT AGREEMENT MAY BE DENOUNCED BY ANY CONTRACTING STATE BY GIVING WRITTEN NOTIFICATION OF DENUNCIATION TO THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM WHICH SHALL NOTIFY ALL SIGNATORY STATES OF EACH SUCH NOTIFICATION;

(b) THE DENUNCIATION SHALL TAKE EFFECT ONE YEAR AFTER THE RECEIPT OF THE NOTIFICATION BY THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BELGIUM.

EN FOI DE QUOI, LES SOUSSIGNÉS, DÛMENT HABILITES PAR LEUR GOUVERNEMENT RESPECTIF, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ACCORD, DONT LES VERSIONS ANGLAISE ET FRANÇAISE FONT ÉGALEMENT FOI.

FAIT A BRUXELLES, LE 14 SEPTEMBRE 1994,

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO SULLO STATUS DELLE MISSIONI E DEI RAPPRESENTANTI DI STATI TERZI PRESSO L'ORGANIZZAZIONE DEL TRATTATO DELL'ATLANTICO DEL NORD

IN CONSIDERAZIONE della dichiarazione di pace e di cooperazione rilasciata dai Capi di Stato e di Governo che avevano partecipato alla riunione del Consiglio dell'Atlantico del Nord a Roma il 7 e l'8 novembre 1991, richiedente l'istituzione di un Consiglio di Cooperazione dell'Atlantico del Nord, e della dichiarazione del Consiglio di Cooperazione dell' Atlantico del Nord sul dialogo, il partenariato e la cooperazione del 20 dicembre 1991;

DATO l'invito ad un partenariato per la pace, emanato e firmato dai Capi di Stato e di Governo degli Stati membri dell'Organizzazione del Trattato dell'Atlantico del Nord alla riunione del Consiglio dell' Atlantico del Nord a Bruxelles il 10 gennaio 1994;

RICONOSCENDO l'esigenza di determinare lo status delle Missioni e dei Rappresentanti degli Stati terzi presso l'Organizzazione;

CONSIDERANDO che lo scopo delle immunità e dei privilegi di cui nel presente Accordo non é di avantaggiare i singoli, ma di garantire l'esercizio efficiente delle loro funzioni connesse all'Organizzazione;

Le parti al presente Accordo hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Ai fini del presente Accordo:

Il termine "Organizzazione" significa : L'Organizzazione del Trattato dell'Atlantico del Nord;

L'espressione "Stato Membro" significa:
Uno Stato parte al Trattato dell'Atlantico del Nord fatto a WAshington il 4 aprile 1949;

L'espressione "Stato Terzo" significa:

Uno Stato che non e parte al Trattato dell'Atlantico del Nord fatto a Washington il 4 aprile 1949, ma che ha accettato l'invito al partenariato per la pace ed ha sottoscritto il documento - quadro di partenariato per la pace, e uno Stato Membro del Consiglio di Cooperazione dell'Atlantico del Nord; il termine di cui sopra indica anche qualunque altro Stato invitato dal Consiglio dell'Atlantico del Nord ad insediare una Missione presso l'Organizzazione.

ARTICOLO 2

(a) Lo Stato Membro nel cui territorio l'Organizzazione ha sede, concederà alle missioni degli Stati terzi presso l'Organizzazione ed ai i membri del loro personale, le immunità ed i privilegi concessi alle missioni diplomatiche ed al loro personale;

(b) Inoltre, lo Stato membro nei cui territorio l'Organizzazione ha sede, concederà le consuete immunità e privilegi ai rappresentanti di Stati terzi in missione temporanea, non previsti dal paragrafo (a) del presente articolo, per tutto il tempo in cui essi si trovano sul suo territorio a titolo di rappresentanza di Stati terzi in relazione ai lavori dell'Organizzazione.

ARTICOLO 3

(a) Il presente Accordo sarà aperto alla firma degli Stati Membri e sara soggetto a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, saranno depositati presso il Governo del Regno del Belgio, che notificherà tutti gli Stati firmatari del deposito di tale strumento;

(b) Non appena due o piu Stati firmatari, ivi compreso lo Stato membro nel cui territorio l'Organizzazione ha la sua sede abbiano depositato i loro strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione, il presente accordo entrerà in vigore nei confronti di tali Stati. Esso entrerà in vigore per ogni altro Stato firmatario alla data di deposito del suo strumento.

ARTICOLO 4

(a) Il presente accordo potrà essere denunciato da qualunque Stato contraente dandone preavviso per iscritto al governo del Regno del Belgio, il quale notificherà tutti gli altri Stati firmatari di tale notifica;

b) La denuncia avra effetto un anno dopo il ricevimento della notifica da parte del Governo del Regno del Belgio.

In fede di che i sottoscritti, debitamente abilitati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Accordo, le cui versioni inglese e francese fanno ugualmente fede.

Fatto a Bruxelles, il 14 settembre 1994.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2271):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 20 settembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 16 ottobre 1996, con pareri delle commissioni I e IV.

Esaminato dalla III commissione il 23 gennaio 1997; 19 febbraio 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2573):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 29 e 30 luglio 1997.

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1997.

97G0379

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **350.**

Ratifica ed esecuzione del trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica ceca, fatto a Roma il 23 gennaio 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il trattato di amicizia e collaborazione tra la Repubblica italiana e la Repubblica ceca, fatto a Roma il 23 gennaio 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data al trattato di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dell'articolo 18 del trattato stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 7 milioni annue per ciascuno degli anni 1997 e 1999, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1997-1999, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1997, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale.*

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

TRATTATO DI AMICIZIA E COLLABORAZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA CECA

La Repubblica Italiana e la Repubblica Ceca, d'ora innanzi dette le "Parti Contraenti";

riallacciandosi alla tradizione di amicizia e di collaborazione tra i loro popoli;

confermando la Dichiarazione del Governo Italiano in data 26 settembre 1944 che considera nulli e non avvenuti gli accordi di Monaco del 29 settembre 1938;

riaffermando il loro attaccamento alla pace e ai valori di libertà e democrazia;

rispettose degli obblighi derivanti dal Diritto Internazionale e in particolare dalla Carta delle Nazioni Unite;

determinate a rispettare tutti gli impegni assunti nel quadro della CSCE;

convinte della necessità di superare definitivamente la divisione dell'Europa e di costruire un assetto nel Continente basato sui comuni valori, sul pluralismo e sull'economia di mercato;

decise a collaborare, nell'interesse comune dell'Europa, per realizzare una maggiore stabilità e sicurezza nel Continente;

desiderose di contribuire all'avvicinamento tra i popoli europei anche mediante una più stretta collaborazione in un quadro regionale;

intenzionate a promuovere la collaborazione reciproca in ogni settore;

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1

Le Parti Contraenti svilupperanno le loro relazioni in uno spirito di mutua comprensione, rispetto e amicizia. Esse si adopereranno al fine di promuovere un'ampia collaborazione e per l'applicazione delle disposizioni del presente Trattato stipuleranno ulteriori accordi e intese qualora necessario.

Le Parti Contraenti opererereranno insieme per la creazione di un'Europa pacifica e solidale nella quale i diritti

dell'uomo, le libertà fondamentali e i principi di democrazia e dello stato di diritto siano pienamente rispettati.

ARTICOLO 2

Conformemente agli obiettivi e ai principi della Carta delle Nazioni Unite, dell'Atto Finale e altri Documenti della CSCE e dell'OSCE, le Parti Contraenti rispetteranno i principi dell'uguaglianza sovrana, del non ricorso alla minaccia o all'uso della forza, dell'inviolabilità delle frontiere, dell'integrità territoriale e della indipendenza politica degli Stati, della composizione pacifica delle controversie, del non intervento negli affari interni, del rispetto dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali, dell'uguaglianza dei diritti e autodeterminazione dei popoli, della cooperazione tra gli Stati e dell'esecuzione in buona fede degli obblighi derivanti dal diritto internazionale.

ARTICOLO 3

Le Parti Contraenti si adopereranno per rafforzare la sicurezza e la stabilità in Europa e per promuovere la collaborazione nel Continente. A tal fine Esse contribuiranno alla edificazione di un assetto globale di sicurezza in Europa.

ARTICOLO 4

Qualora si verificasse una situazione suscettibile, secondo una delle Parti, di costituire una minaccia alla pace o alla sicurezza internazionale, le due Parti entreranno in contatto per armonizzare, nei limiti del possibile, le loro posizioni in vista dell'adozione delle misure necessarie per alleggerire la tensione.

Nel caso che una delle Parti ritenesse minacciati i suoi supremi interessi di sicurezza, Essa potrà chiedere all'altra Parte di tenere senza indugio consultazioni bilaterali al fine di individuare, all'occorrenza, idonee forme di assistenza.

ARTICOLO 5

Le Parti Contraenti si adopereranno per la piena applicazione degli accordi in vigore e per la conclusione di nuovi accordi allo scopo di limitare o ridurre ulteriormente il livello di armamenti in Europa e creare strutture di forze armate rispondenti alle legittime esigenze di difesa individuale o collettiva.

Esse agiranno altresì, sia congiuntamente che individualmente, per favorire l'adozione di misure bilaterali e

multilaterali idonee a rafforzare la fiducia, la stabilità e la sicurezza, tra l'altro garantendo una maggiore trasparenza nel settore della sicurezza.

Le Parti Contraenti favoriranno la loro collaborazione nel campo militare.

ARTICOLO 6

Le Parti Contraenti terranno consultazioni a vari livelli sulle questioni internazionali e bilaterali di comune interesse.

Gli incontri al più alto livello avranno luogo in principio una volta l'anno; i Ministri degli Esteri si incontreranno per lo meno una volta l'anno; gli altri membri di governo terranno consultazioni se necessario.

Consultazioni avranno luogo anche a livello funzionari dei due Ministeri degli Esteri competenti per gli affari politici, economici e culturali.

ARTICOLO 7

Le Parti Contraenti favoriranno i contatti e lo scambio di esperienze tra i rispettivi Parlamenti per promuovere lo sviluppo delle relazioni bilaterali.

Esse appoggeranno e faciliteranno la cooperazione tra gli Enti territoriali e autonomi, inclusi contatti diretti tra città e comunità.

ARTICOLO 8

Le Parti Contraenti contribuiranno alla rimozione degli ostacoli che dividono l'Europa sulla base dell'attuale livello di sviluppo e nell'ottica di una graduale trasformazione in un'area economica integrata.

Nei limiti delle loro possibilità, le Parti si aiuteranno per sviluppare la collaborazione con le organizzazioni e le istituzioni internazionali, di cui è membro soltanto una delle due Parti.

Le Repubblica Italiana sosterrà gli sforzi della Repubblica Ceca per creare le condizioni per la sua piena adesione all'Unione Europea.

ARTICOLO 9

Le Parti contraenti promuoveranno lo sviluppo della reciproca cooperazione economica e finanziaria, allargandola anche a settori ed iniziative tecnologicamente più avanzate.

Nell'osservanza delle rispettive normative e degli impegni derivanti dai Trattati internazionali, esse creeranno le condizioni più idonee per le attività economiche e di impresa delle persone sia fisiche che giuridiche.

Esse favoriranno l'aumento della partecipazione del capitale italiano nell'economia ceca e viceversa, lo scambio di quadri e di informazioni e la collaborazione nei settori della formazione professionale e manageriale.

Le Parti contraenti stimoleranno la collaborazione fra le imprese pubbliche e private dei due Paesi ed in particolare fra quelle piccole e medie, favorendo anche lo stabilimento di società miste.

Le Parti contraenti svilupperanno la loro collaborazione nell'ambito delle istituzioni economiche multilaterali e delle organizzazioni finanziarie internazionali, con riferimento anche alle iniziative da realizzarsi nel quadro della cooperazione regionale.

ARTICOLO 10

Le Parti contraenti si impegneranno, sia sul piano bilaterale che su scala europea, a sviluppare la loro cooperazione nel settore delle infrastrutture.

Esse si adopereranno in particolare per il miglioramento e l'ampliamento dei servizi postali e di telecomunicazioni, nonché dei collegamenti ferroviari, aerei, stradali, marittimi e per conduttura ("pipeline") tra i due Paesi.

ARTICOLO 11

Le Parti contraenti appoggeranno la cooperazione nei settori della scienza e della tecnologia nonché i contatti diretti e le iniziative congiunte degli scienziati e delle istituzioni scientifiche dei due Paesi.

Esse attribuiscono un'importanza particolare alla collaborazione in materia di innovazioni tecnologiche e nel settore energetico. Esse intensificheranno lo studio reciproco delle modalità tecniche per gli interventi di carattere industriale nei due suddetti settori, con particolare riferimento al risparmio energetico.

Esse agevoleranno agli scienziati l'accesso agli archivi, biblioteche e Istituti di ricerche.

ARTICOLO 12

Le Parti contraenti promuoveranno la cooperazione nel settore ecologico. Esse sosterranno attività incisive a livello nazionale così come regionale ed internazionale volte alla protezione dell'ambiente contro ogni forma di inquinamento

dell'aria, dell'acqua e del suolo. Esse amplieranno la cooperazione per far fronte alle calamità naturali.

ARTICOLO 13

Le Parti contraenti svilupperanno la cooperazione nei settori dell'insegnamento, dei programmi per la gioventù, dell'educazione fisica e dello sport.

Esse promuoveranno l'apprendimento della lingua dell'altra Parte, gli scambi tra scuole secondarie ed Università, i diretti contatti tra istituti di insegnamento e adotteranno misure per il mutuo riconoscimento dei titoli scolastici.

ARTICOLO 14

Le Parti contraenti svilupperanno la cooperazione in campo culturale ed artistico.

Esse forniranno il loro appoggio allo sviluppo dell'attività dell'Istituto italiano di cultura a Praga e all'apertura e all'attività di un Centro cèco a Roma.

Le Parti contraenti favoriranno lo sviluppo degli scambi culturali ed artistici e coopereranno per la tutela del loro patrimonio culturale. Una particolare attenzione verrà riservata ai monumenti storici.

Esse favoriranno altresì la collaborazione nella cura e nella manutenzione delle tombe e dei cimiteri militari dell'altra Parte situati nel loro territorio.

ARTICOLO 15

Le Parti contraenti concordano sulla necessità di sviluppare la cooperazione nei servizi di assistenza sanitaria, specificamente nel campo della protezione contro le malattie infettive. Esse coopereranno nel settore della sicurezza sociale.

Le Parti contraenti assicureranno, conformemente ai propri ordinamenti e agli accordi internazionali vigenti, la tutela dei diritti dei cittadini dell'altra Parte, inclusi i diritti in materia previdenziale e sanitaria.

ARTICOLO 16

Le Parti contraenti, conformemente ai pertinenti accordi internazionali, svilupperanno la loro cooperazione nel campo giuridico.

Le Parti contraenti svilupperanno la loro cooperazione nella lotta alla criminalità organizzata, al terrorismo, al traffico illecito di stupefacenti, agli atti illeciti contro la

sicurezza dell'aviazione civile e del trasporto navale. Esse coopereranno nella lotta ai sequestri di persona e al trasferimento illecito di armi e persone fisiche oltre frontiera.

Esse collaboreranno per combattere il traffico illegale dei beni culturali delle due Parti.

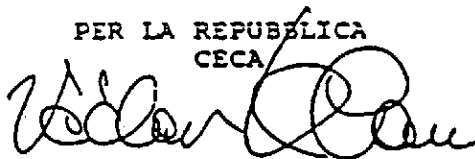
Esse concordano che le opere d'arte trafugate o esportate illegalmente, che si trovino nel loro territorio, debbano essere restituite all'altra Parte.

Le Parti contraenti coopereranno per la soluzione dei problemi in campo migratorio che li riguardino, ivi compreso quello della prevenzione della immigrazione illegale.

ARTICOLO 17

Il presente Trattato non intende recar pregiudizio ad alcuno Stato terzo. Le sue disposizioni non compromettono in alcun modo i diritti ne incidono sugli obblighi derivanti dai Trattati in vigore e dagli Accordi bilaterali e multilaterali stipulati dalle Parti contraenti.

ARTICOLO 18

Il presente Trattato dovrà essere ratificato ed entrerà in vigore 30 giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica.

Il presente Trattato viene concluso per la durata di 15 anni. Esso verrà tacitamente prorogato per periodi successivi di 5 anni a meno che una delle Parti contraenti non vi ponga termine mediante un preavviso scritto di almeno un anno prima di ogni scadenza.

Fatto a Roma.. il 23 GENNAIO 1996 in duplice esemplare, ciascuno in lingua italiana ed in lingua ceca, entrambi i testi aventi uguale valore.

PER LA REPUBBLICA ITALIANA

PER LA REPUBBLICA CECA

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 2723):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 18 novembre 1996.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 dicembre 1996, con pareri delle commissioni I, II, IV, V, VII, VIII, IX, X, XI e XII.

Esaminato dalla III commissione il 29 maggio 1997.

Esaminato in aula il 23 giugno 1997 e approvato il 25 giugno 1997.

Senato della Repubblica (atto n. 2576):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 luglio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 4ª, 5ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª, 11ª, 12ª, 13ª e dalla giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 29 e 30 luglio 1997.

Esaminato in aula e approvato il 24 settembre 1997.

97G0380

LEGGE 2 ottobre 1997, n. **351.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo quadro di cooperazione volto a preparare, come obbiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea ed i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica del Cile, dall'altra, con allegati, fatto a Firenze il 21 giugno 1996.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo quadro di cooperazione volto a preparare, come obbiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea ed i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica del Cile, dall'altra, con allegati, fatto a Firenze il 21 giugno 1996.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo 1 dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dell'articolo 42 dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 2 ottobre 1997

SCÀLFARO

PRODI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* FLICK

Accordo quadro di cooperazione volto a preparare, come obiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica del Cile, dall'altra.

IL REGNO DEL BELGIO,

IL REGNO DI DANIMARCA,

LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA,

LA REPUBBLICA ELLENICA,

IL REGNO DI SPAGNA,

LA REPUBBLICA FRANCESE,

L'IRLANDA,

LA REPUBBLICA ITALIANA,

IL GRANDUCATO DI LUSSEMBURGO,

IL REGNO DEI PAESI BASSI,

LA REPUBBLICA D'AUSTRIA,

LA REPUBBLICA PORTOGHESE,

LA REPUBBLICA DI FINLANDIA,

IL REGNO DI SVEZIA,

IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD,

parti del trattato che istituisce la Comunità europea e del trattato che istituisce l'Unione europea, in appresso denominati "Stati membri della Comunità europea",

LA COMUNITA EUROPEA,

in appresso denominata "Comunità",

da una parte, e

LA REPUBBLICA DEL CILE,

in appresso denominata "Cile",

dall'altra,

CONSIDERANDO il patrimonio culturale comune e i profondi legami storici, politici ed economici che le uniscono;

CONSIDERANDO il contributo fondamentale dato al consolidamento di tutti questi vincoli dall'accordo quadro di cooperazione firmato il 20 dicembre 1990 tra la Comunità economica europea e la Repubblica del Cile;

CONSIDERANDO la loro piena adesione al rispetto dei principi democratici e dei diritti fondamentali dell'uomo enunciati nella Dichiarazione universale sui diritti dell'uomo;

CONSIDERANDO l'importanza che entrambe le Parti attribuiscono ai principi e ai valori contenuti nella Dichiarazione finale della Conferenza mondiale per lo sviluppo sociale tenutasi a Copenaghen nel marzo 1995;

TENENDO PRESENTE che entrambe le Parti intendono garantire uno sviluppo sostenibile che rispetti, al tempo stesso, la necessità di preservare e tutelare l'ambiente;

CONSIDERANDO la loro adesione all'economia di mercato e ribadendo la loro volontà di mantenere e rafforzare le regole di un commercio internazionale libero nell'osservanza delle norme dell'Organizzazione mondiale del commercio (OMC) e sottolineando, in particolare, l'importanza di un regionalismo aperto;

CONSIDERANDO il reciproco interesse delle Parti all'allacciamento di nuovi vincoli negoziali per rafforzare e ampliare la cooperazione, intensificare e diversificare gli scambi e aumentare i flussi d'investimento;

CONSIDERANDO la volontà politica di entrambe le Parti di prefiggersi come obiettivo finale un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea, i suoi Stati membri e il Cile basata su una cooperazione politica più intensa, su una liberalizzazione progressiva e reciproca di tutti gli scambi commerciali, tenendo conto della sensibilità di alcuni prodotti e delle norme dell'Organizzazione mondiale del commercio, sulla promozione degli investimenti e sull'approfondimento della cooperazione;

TENENDO CONTO della Dichiarazione congiunta sul dialogo politico, in cui le Parti convenirono di avviare un dialogo politico più intenso per concertarsi maggiormente sulle questioni di comune interesse impostando le loro relazioni in questa prospettiva a lungo termine,

HANNO DECISO di concludere il presente accordo:

TITOLO I

NATURA E CAMPO DI APPLICAZIONE

ARTICOLO 1

Fondamenti dell'accordo

Il rispetto dei principi democratici e dei diritti fondamentali dell'uomo, definiti nella Dichiarazione universale sui diritti dell'uomo, ispira le politiche interna ed estera delle Parti e costituisce un elemento fondamentale del presente accordo.

ARTICOLO 2

Obiettivi e campo di applicazione

1. Obiettivi del presente accordo è consolidare le relazioni esistenti fra le Parti in base a principi di reciprocità e comunione d'interessi, segnatamente preparando la progressiva e reciproca liberalizzazione di tutti gli scambi, al fine di gettare le basi di un processo destinato a creare, in futuro, un'associazione politica ed economica tra la Comunità europea, i suoi Stati membri e il Cile in conformità delle norme dell'Organizzazione mondiale del commercio (OMC) e tenendo conto della sensibilità di determinati prodotti.

2. Per il conseguimento di tali obiettivi, si sono inclusi nel presente accordo il dialogo politico, il commercio, l'economia e la cooperazione nonché altri settori di comune interesse, al fine di intensificare le relazioni tra le Parti e tra le loro rispettive istituzioni.

TITOLO II

DIALOGO POLITICO

ARTICOLO 3

1. Le Parti decidono di avviare un regolare dialogo politico sulle questioni bilaterali e internazionali di comune interesse. Il dialogo si svolge secondo i termini della Dichiarazione congiunta che costituisce parte integrante del presente accordo.

2. Il dialogo ministeriale previsto dalla Dichiarazione congiunta si svolge in seno al Consiglio istituito dall'articolo 33 del presente accordo oppure, previo accordo tra le Parti, in altre sedi dello stesso livello.

TITOLO III

SETTORE COMMERCIALE:
COOPERAZIONE COMMERCIALE E PREPARAZIONE DELLA LIBERALIZZAZIONE COMMERCIALE

ARTICOLO 4

Obiettivi

Le Parti si impegnano ad intensificare le loro relazioni per favorire lo sviluppo e la diversificazione dei loro scambi commerciali, prepararne la liberalizzazione progressiva e reciproca e creare condizioni propizie all'istituzione, in futuro, di un'associazione politica ed economica, che rispetti le norme dell'OMC e che tenga conto del carattere sensibile di alcuni prodotti.

ARTICOLO 5

Dialogo economico e commerciale

1. Le Parti si impegnano a mantenere un regolare dialogo economico e commerciale nel quadro istituzionale previsto dal Titolo VII per conseguire i loro obiettivi commerciali e preparare i lavori finalizzati alla futura liberalizzazione degli scambi.

2. Le Parti determinano di comune accordo i settori della cooperazione commerciale senza escluderne nessuno a priori.

3. La cooperazione comprende, in particolare, i seguenti settori:

a) accesso al mercato e liberalizzazione degli scambi, studi e previsioni riguardanti l'applicazione della liberalizzazione commerciale reciproca, segnatamente il calendario e la struttura dei negoziati e i periodi transitori;

b) ostacoli tariffari e non tariffari, restrizioni quantitative all'importazione e all'esportazione e misure di effetto equivalente: analisi, studi e gestione, compresi i contingenti, norme amministrative del commercio estero, dazi antidumping, clausole di salvaguardia, norme tecniche, norme sanitarie e fitosanitarie, reciproco riconoscimento dei sistemi di certificazione;

c) struttura tariffaria delle Parti;

d) compatibilità della liberalizzazione commerciale con le norme dell'OMC;

e) individuazione delle riduzioni tariffarie possibili e abolizione delle misure paratariffarie;

f) individuazione dei prodotti sensibili e dei prodotti prioritari per le Parti;

g) cooperazione e scambi di informazioni in materia di servizi, nell'ambito delle rispettive competenze delle Parti, segnatamente nei settori dei trasporti, delle assicurazioni e dei servizi finanziari;

h) controllo delle pratiche che limitano la concorrenza;

i) norme di origine tali da promuovere l'uso di mezzi di produzione regionali onde favorire l'integrazione.

ARTICOLO 6

Cooperazione in materia di standardizzazione, accreditamento, certificazione, metrologia e valutazione della conformità

Le Parti convengono di collaborare in materia di standardizzazione, accreditamento, certificazione, metrologia e valutazione della conformità.

La cooperazione si concreta, in particolare, con:

a) l'attuazione di programmi di assistenza tecnica a favore del Cile in materia di standardizzazione, accreditamento, certificazione e metrologia onde creare in questi settori un sistema e strutture compatibili:

- con le norme internazionali;
- con i requisiti fondamentali destinati a tutelare la sicurezza e la salute delle persone, a preservare piante e animali, a proteggere i consumatori e a salvaguardare l'ambiente;

b) una cooperazione che agevoli, quando il livello tecnico dei settori pertinenti lo consentirà, il negoziato di un accordo quadro di riconoscimento reciproco;

c) una cooperazione tra le Parti in materia di norme tecniche per facilitare l'accesso ai mercati.

ARTICOLO 7

Cooperazione nel settore doganale

1. Nei limiti delle rispettive competenze, le Parti promuovono la cooperazione doganale per migliorare e consolidare il quadro giuridico delle loro relazioni commerciali.

La cooperazione doganale mira altresì a potenziare le strutture doganali delle Parti e a migliorarne il funzionamento nell'ambito della cooperazione interistituzionale.

2. La cooperazione doganale potrà concretarsi, in particolare con:

a) scambi di informazioni, tenendo conto della tutela dei dati personali;

b) la messa a punto di nuove tecniche di formazione e coordinamento degli interventi delle organizzazioni internazionali competenti in materia;

c) scambi di funzionari e di alti dirigenti delle amministrazioni doganali e fiscali;

d) semplificazione delle procedure doganali;

e) assistenza tecnica.

3. Le Parti si dichiarano interessate a prendere in considerazione in futuro, nel contesto istituzionale previsto dal presente accordo, la conclusione di un protocollo di assistenza reciproca nel settore doganale.

ARTICOLO 8

Importazione temporanea di merci

Le Parti si impegnano a tener conto dell'esenzione dai dazi e dalle imposte per l'importazione temporanea nel loro territorio delle merci oggetto di convenzioni internazionali in materia.

ARTICOLO 9

Cooperazione in materia di statistiche

Le Parti convengono di agevolare il ravvicinamento dei loro metodi nel settore statistico per poter utilizzare, in base a criteri riconosciuti da entrambe, i dati statistici relativi agli scambi di beni e di servizi nonché, in generale, a tutti i settori che possono prestarsi a un trattamento statistico.

ARTICOLO 10

Cooperazione in materia di proprietà intellettuale

1. Le Parti decidono di cooperare nel settore della proprietà intellettuale al fine di promuovere gli scambi commerciali di beni e di servizi, gli investimenti, il trasferimento delle tecnologie, la diffusione delle informazioni, le attività culturali e creative e le attività economiche connesse.

2. Ai fini del presente articolo, la proprietà intellettuale comprende, fra l'altro, i diritti d'autore - compresi quelli dei programmi informatici e le banche di dati - e i diritti connessi, i marchi commerciali o di servizi, le indicazioni geografiche - comprese le denominazioni d'origine - i disegni e i modelli industriali, i brevetti, le topografie dei circuiti integrati, la protezione delle informazioni riservate e la protezione contro la concorrenza sleale definita all'articolo 10 bis della Convenzione di Parigi sulla tutela della proprietà industriale.

3. Le Parti convengono di garantire, nell'ambito delle rispettive leggi, normative e politiche, una protezione adeguata ed effettiva dei diritti di proprietà intellettuale in conformità delle norme internazionali più rigorose, contenute nell'accordo sugli aspetti dei diritti di proprietà intellettuale connessi al commercio (TRIPS) concluso nell'ambito dell'OMC, nonché, se del caso, a rafforzare detta protezione concludendo, ad esempio, un accordo sulla tutela e sul reciproco riconoscimento delle indicazioni geografiche e delle denominazioni di origine.

4. La cooperazione nel settore potrà comprendere un'assistenza tecnica fornita attraverso programmi e progetti comuni.

5. In caso di controversie commerciali connesse alla tutela della proprietà intellettuale, le Parti potranno consultarsi al fine di risolvere eventuali dubbi e problemi in merito all'applicazione delle rispettive norme di tutela dei diritti di proprietà intellettuale.

6. In caso di ricerche e di altre attività scientifiche comuni nei settori della scienza e della tecnologia, le Parti stabiliranno di comune accordo i criteri di attribuzione dei diritti di proprietà intellettuale applicabili ai risultati ottenuti.

ARTICOLO 11

Cooperazione in materia di commesse pubbliche

1. Le Parti decidono di collaborare per garantire, sulla base della reciprocità, procedure aperte, non discriminatorie e trasparenti per le rispettive commesse pubbliche nonché per la concessione di appalti a enti del settore dei servizi pubblici a livello centrale, federale, regionale, provinciale e locale.

2. Per il conseguimento di questo obiettivo, le Parti convengono di esaminare la possibilità di concludere un accordo sull'aggiudicazione delle commesse in questi settori in condizioni trasparenti, eque e soggette a chiari meccanismi di impugnazione.

3. La cooperazione tra le Parti riguarderà altresì l'assistenza tecnica nei settori connessi all'accordo sulle commesse pubbliche (ACP).

4. Le Parti prendono in considerazione la possibilità di consultarsi annualmente in merito.

TITOLO IV

COOPERAZIONE ECONOMICA

ARTICOLO 12

Obiettivi

1. Tenendo conto dei risultati positivi dell'accordo quadro di cooperazione firmato nel dicembre 1990 tra la Comunità e il Cile, le Parti si impegnano, con il presente accordo, a rafforzare e ampliare la cooperazione economica globale favorendo la sinergia produttiva, creando nuove opportunità e migliorando la competitività economica di entrambe.

2. La cooperazione economica fra le Parti si svolge su basi più ampie possibile, senza escludere a priori nessun settore e tenendo conto delle rispettive priorità, dell'interesse comune e delle competenze specifiche.

3. Le Parti cooperano, in via prioritaria, in tutti i settori favorevoli alla creazione di legami e reti economici e sociali fra le imprese quali il commercio, gli investimenti, le tecnologia, i sistemi di informazione e la comunicazione.

4. Nell'ambito di questa cooperazione, le Parti favoriscono gli scambi di informazioni necessari per seguire da vicino l'evoluzione delle loro politiche e dei loro equilibri macroeconomici nonché per garantire il buon funzionamento del mercato.

5. Tenendo conto del grado di liberalizzazione del Cile nei settori dei servizi, degli investimenti e della cooperazione scientifica, tecnologica, industriale e agricola, le Parti si impegnano, in particolare, a fare il possibile per ampliare e rafforzare la cooperazione in materia.

6. Le Parti tengono conto della necessità di tutelare l'ambiente e gli equilibri ecologici in tutte le azioni di cooperazione economica che esse intraprendono.

7. Lo sviluppo sociale e, in particolare, la promozione dei diritti sociali fondamentali è alla base di tutte le azioni e misure sostenute dalle Parti in questo campo.

ARTICOLO 13

Cooperazione a livello dell'industria e delle imprese

1. Le Parti promuovono la cooperazione a livello dell'industria e delle imprese al fine di creare un contesto favorevole allo sviluppo economico, che tenga conto dei loro reciproci interessi.

2. La cooperazione mira in particolare a:

a) incrementare i flussi di scambi commerciali, gli investimenti, i progetti di cooperazione industriale e i trasferimenti di tecnologia;

b) favorire la modernizzazione e la diversificazione industriale;

c) individuare ed eliminare gli ostacoli alla cooperazione industriale tra le Parti mediante misure che favoriscano il rispetto delle regole di concorrenza e il loro adeguamento alle esigenze del mercato, tenendo conto della partecipazione degli operatori e della concertazione fra di essi;

d) incentivare la cooperazione tra operatori economici di entrambe le Parti, segnatamente le piccole e medie imprese (PMI);

e) favorire l'innovazione industriale sviluppando un'impostazione integrata e decentrata della cooperazione tra gli operatori di entrambe le Parti;

f) mantenere la coerenza di tutte le azioni in grado di influire positivamente sulla cooperazione tra le imprese di entrambe le Parti.

3. La cooperazione, nel quadro di un'impostazione dinamica, integrata e decentrata, prevede principalmente le seguenti azioni:

a) intensificazione dei contatti tra le imprese, segnatamente le PMI, e gli operatori di entrambe le Parti onde individuare e sfruttare gli interessi comuni e incrementare gli scambi, gli investimenti e i progetti di cooperazione industriale e aziendale in genere, soprattutto attraverso la promozione delle joint venture;

b) promozione delle iniziative e dei progetti di cooperazione individuati intensificando il dialogo tra le reti di operatori cileni e europei;

c) sviluppo delle iniziative complementari alla cooperazione tra le imprese, segnatamente quelle connesse alla politica di qualità industriale delle stesse e all'innovazione industriale, alla formazione e alla ricerca applicata, allo sviluppo e al trasferimento della tecnologia.

ARTICOLO 14

Cooperazione nel settore dei servizi

1. Le Parti riconoscono la sempre maggiore importanza dei servizi per lo sviluppo delle loro economie. A tal fine, esse rafforzano e intensificano la cooperazione nel settore, nel quadro delle loro competenze e in conformità dell'Accordo generale sugli scambi di servizi (GATS).

2. Le Parti indidividuano settori prioritari di cooperazione onde sfruttare al meglio gli strumenti disponibili.

Le azioni previste riguardano principalmente:

a) l'agevolazione dell'accesso delle PMI ai capitali e alle tecnologie di mercato;

b) lo sviluppo del commercio tra le Parti e con i mercati dei paesi terzi;

c) l'incoraggiamento dell'incremento della produttività e il miglioramento della competitività, nonché la diversificazione in questo settore;

d) lo scambio di informazioni sulle norme, leggi e regolamenti che disciplinano gli scambi commerciali di servizi;

e) lo scambio di informazioni sulle modalità:

- di attribuzione delle licenze e dei certificati a coloro che prestano servizi a titolo professionale e

- di riconoscimento dei titoli professionali;

f) lo sviluppo del settore del turismo onde migliorare l'informazione e lo scambio di esperienze e promuovere, di conseguenza, lo sviluppo sostenibile e ordinato dell'offerta turistica. Analogamente, si cercherà di sostenere la formazione delle risorse umane nel settore e le operazioni congiunte in materia di promozione e di marketing.

ARTICOLO 15

Promozione degli investimenti

Le Parti contribuiscono a mantenere, nell'ambito delle rispettive competenze, un contesto stabile e favorevole a reciproci investimenti.

La cooperazione in questo settore prevede, tra l'altro:

a) meccanismi di informazione, identificazione e divulgazione delle legislazioni e delle possibilità d'investimento;

b) il sostegno alla creazione di un quadro giuridico favorevole agli investimenti tra le Parti, se del caso attraverso la conclusione, tra il Cile e gli Stati membri interessati della Comunità, di accordi bilaterali volti a promuovere e tutelare gli investimenti e ad evitare la doppia imposizione;

c) lo sviluppo di procedure amministrative armonizzate e semplificate;

d) lo sviluppo di meccanismi di coinvestimento, segnatamente con le PMI delle Parti.

ARTICOLO 16

Cooperazione in materia di scienza e tecnologia

1. Le Parti convengono di cooperare nel settore scientifico e tecnologico in funzione degli interessi comuni e nel rispetto delle loro politiche.

2. La cooperazione ha come obiettivi:

a) lo scambio di informazioni e di esperienze scientifiche e tecnologiche, segnatamente attraverso l'attuazione di politiche e programmi ad hoc;

b) l'avvio di relazioni durature tra gli ambienti scientifici delle Parti;

c) l'intensificazione delle attività innovative nelle imprese cilene ed europee;

d) la promozione del trasferimento tecnologico.

3. La cooperazione è attuata principalmente mediante:

a) progetti congiunti di ricerca in settori comuni, eventualmente con l'attiva partecipazione delle imprese;

b) scambi di scienziati onde promuovere la ricerca, la preparazione dei progetti e la formazione ad alto livello;

c) incontri fra scienziati di entrambe le Parti per favorire gli scambi di informazioni, l'interazione e l'individuazione dei settori comuni di ricerca;

d) l'opportuna divulgazione dei risultati e il rafforzamento dei legami tra i settori pubblico e privato;

e) lo scambio di esperienze in materia di standardizzazione;

f) la valutazione delle attività.

4. Le Parti cercano di associare alla cooperazione i rispettivi istituti di formazione superiore, i centri di ricerca e i settori produttivi, segnatamente le PMI.

5. Le Parti decidono di comune accordo, senza escludere a priori nessun settore, la portata, la natura e le priorità di questa cooperazione nel quadro di un programma pluriennale che potrà essere adeguato a seconda delle circostanze.

ARTICOLO 17

Cooperazione nel settore dell'energia

La cooperazione tra le Parti avrà per oggetto il favorire il ravvicinamento delle loro economie in materia di energie rinnovabili e non rinnovabili, convenzionali e non convenzionali, e di tecnologie volte ad un'utilizzazione efficiente dell'energia.

La cooperazione in questo settore è attuata essenzialmente mediante:

a) scambi di informazioni, in tutte le forme appropriate, anche attraverso lo sviluppo delle banche dati tra gli operatori economici delle Parti, la formazione e l'organizzazione di riunioni congiunte;

b) trasferimenti di tecnologia;

c) studi preliminari e attuazione di progetti ad opera delle istituzioni e delle imprese competenti delle Parti;

d) partecipazione di operatori economici di entrambe le Parti a progetti comuni di sviluppo tecnologico o infrastrutturali;

e) conclusione, se del caso, di opportuni accordi specifici in settori chiave di comune interesse;

f) sostegno alle istituzioni cilene responsabili delle questioni relative all'energia e della definizione della politica in questo settore;

g) programmi di formazione tecnica.

ARTICOLO 18

Cooperazione nel settore dei trasporti

1. La cooperazione in questo settore mira principalmente a:

a) sostenere la modernizzazione dei sistemi di trasporto;

b) migliorare la circolazione di merci e persone e l'accesso al mercato dei trasporti;

c) promuovere delle norme di gestione.

2. La cooperazione è attuata principalmente mediante:

a) scambi di informazioni sulle rispettive politiche in materia di trasporti, nonché su altri temi di comune interesse;

b) programmi di formazione destinati agli operatori economici e ai responsabili delle pubbliche amministrazioni;

c) scambi di informazioni sull'installazione di stazioni di controllo (monitoring stations) come elementi del sistema mondiale di navigazione via satellite (GNSS).

3. Nell'ambito delle rispettive competenze e legislazioni e in conformità degli impegni internazionali, le Parti prestano attenzione a tutti gli aspetti relativi ai servizi internazionali di trasporto marittimo, per evitare che ostacolino l'espansione del commercio. In particolare, si garantirà un accesso senza restrizioni ai mercati, su basi commerciali e non discriminatorie.

ARTICOLO 19

Cooperazione in materia di società dell'informazione e di telecomunicazioni

1. Le Parti riconoscono che le tecnologie più avanzate dell'informazione e delle comunicazioni costituiscono un settore chiave della società moderna e sono di vitale importanza per lo sviluppo economico e sociale nonché per il passaggio armonioso alla società dell'informazione.

2. Le azioni di cooperazione previste riguardano in particolare:

a) il dialogo sui diversi aspetti della società dell'informazione, compresa la politica seguita in materia di telecomunicazioni;

b) gli scambi di informazioni e, eventualmente, l'assistenza tecnica in merito alla standardizzazione, alle prove di conformità e alla certificazione per le tecnologie dell'informazione e delle telecomunicazioni;

c) la diffusione delle nuove tecnologie dell'informazione e l'elaborazione di nuovi strumenti di comunicazione nei settori delle comunicazioni avanzate, dei servizi e delle tecnologie dell'informazione;

d) la promozione e la realizzazione di progetti comuni di ricerca, di sviluppo tecnologico o industriali relativi alle nuove tecnologie dell'informazione, alle comunicazioni, alla telematica e alla società dell'informazione;

e) la possibilità che organismi cileni partecipino a progetti pilota e a programmi comunitari, soprattutto a livello regionale, secondo le modalità specifiche dei settori corrispondenti;

f) l'interconnessione e l'interoperatività fra le reti e i servizi telematici della Comunità e del Cile.

ARTICOLO 20

Cooperazione in materia di tutela dell'ambiente

1. Le Parti si impegnano a sviluppare una collaborazione in materia di tutela e miglioramento dell'ambiente, di prevenzione del degrado, di controllo della contaminazione e di promozione dell'uso razionale delle risorse naturali ai fini di uno sviluppo sostenibile.

In tale contesto ci si concentrerà sulla conservazione degli ecosistemi, sulla gestione globale delle risorse naturali, sull'impatto ambientale delle attività economiche, sull'ambiente urbano e sui programmi di decontaminazione.

2. La cooperazione prevede in particolare:

a) progetti destinati a potenziare le strutture e le politiche ambientali cilene;

b) scambi di informazioni e di esperienze, comprese le norme e gli standard rispettivi;

c) formazione, qualificazione e educazione ambientale;

d) assistenza tecnica e avvio di programmi comuni di ricerca.

ARTICOLO 21

Cooperazione nei settori agricolo e rurale

1. Le Parti promuovono la reciproca cooperazione nei settori agricolo e rurale. A tal fine, esse esaminano:

a) le misure volte a promuovere gli scambi di prodotti agricoli;

b) le misure ambientali sanitarie e fitosanitarie e gli altri aspetti connessi, tenendo conto della legislazione vigente in materia in entrambe le Parti e delle norme OMC.

2. La cooperazione prevede, tra l'altro, scambi di informazioni, assistenza tecnica ed esperimenti scientifici e tecnologici.

TITOLO V

ALTRI SETTORI DI COOPERAZIONE

ARTICOLO 22

Obiettivi e settori di applicazione

Le Parti decidono di mantenere la cooperazione in materia di sviluppo sociale, funzionamento della pubblica amministrazione, informazione e comunicazione, formazione e integrazione regionale, privilegiando i settori tali da favorire il processo di ravvicinamento per creare un'associazione politica ed economica tra di esse.

ARTICOLO 23

Cooperazione finanziaria e tecnica e cooperazione in materia di sviluppo sociale

1. Le Parti ribadiscono l'importanza della cooperazione finanziaria e tecnica, che dovrà incentrarsi sulla lotta contro la miseria e sostenere, in genere, le fasce sociali più svantaggiate.

2. La cooperazione potrà comprendere i seguenti programmi pilota:

a) programmi per la creazione di posti di lavoro e la formazione professionale;

b) progetti di gestione e amministrazione dei servizi sociali;

c) progetti relativi allo sviluppo e agli alloggi rurali, nonché all'assetto territoriale;

d) programmi nei settori della sanità e dell'istruzione elementare;

e) sostegno alle organizzazioni di base della società civile;

f) programmi e progetti volti a lottare contro la povertà creando posti di lavoro e possibilità di produzione;

g) programmi volti a migliorare la qualità della vita, segnatamente per le classi sociali più svantaggiate.

ARTICOLO 24

Cooperazione in materia di pubblica amministrazione e di integrazione regionale

1. Le Parti cooperano nel settore della pubblica amministrazione onde agevolare l'adeguamento dei sistemi amministrativi all'apertura dei loro scambi di beni e servizi.

2. In tale contesto, le Parti collaborano anche per agevolare le trasformazioni amministrative risultanti dal processo di integrazione dell'America latina.

3. Per aiutare il Cile a conseguire la modernizzazione amministrativa, il decentramento e la regionalizzazione, le Parti forniscono una cooperazione che può interessare l'intero funzionamento istituzionale, ispirandosi ai meccanismi e alle politiche della Comunità.

4. La cooperazione si realizzerà, in particolare, attraverso:

a) un'assistenza agli organismi cileni incaricati di definire e attuare le politiche, soprattutto mediante contatti tra il personale delle istituzioni europee e cilene;

b) scambi di informazioni in tutte le forme appropriate, comprese le reti informatiche, tutelando i dati personali in tutti i settori previsti;

c) trasferimenti di esperienze;

d) studi preliminari e realizzazione di progetti congiunti;

e) formazione e sostegno istituzionale.

ARTICOLO 25

Cooperazione interistituzionale

1. Le Parti riconoscono che è necessaria una più stretta cooperazione amministrativa tra le istituzioni competenti.

2. La cooperazione, che si svolge su basi il più ampie possibile, si avvale in particolare:

a) di tutti i mezzi atti a favorire scambi regolari di informazioni, anche mediante la creazione congiunta di reti informatiche di comunicazione;

b) di consulenze e formazione;

c) di trasferimenti di esperienze.

ARTICOLO 26

Cooperazione in materia di comunicazione, informazione e cultura

1. Considerati gli strettissimi vincoli culturali esistenti tra il Cile e gli Stati membri della Comunità europea, le Parti decidono di intensificare la cooperazione in materia, estendendola anche alla comunicazione e all'informazione.

2. Nell'ambito delle rispettive competenze, le Parti collaborano per promuovere;

a) gli incontri tra i rispettivi responsabili della comunicazione e dell'informazione compresa, eventualmente, la necessaria assistenza tecnica;

b) gli scambi di informazioni sulle questioni di interesse comune;

c) l'organizzazione di manifestazioni culturali;

d) le attività (studi e azioni di formazione) volte a tutelare il patrimonio culturale.

3. Le Parti decidono di collaborare, nel modo più ampio possibile, nei settori audiovisivo e giornalistico.

ARTICOLO 27

Cooperazione in materia di istruzione e formazione.

1. Nei limiti delle rispettive competenze, le Parti definiscono i mezzi necessari per migliorare l'istruzione e la formazione, sia a livello di giovani e di istruzione di base che nel quadro della cooperazione fra università e imprese. Si rivolgerà particolare attenzione all'istruzione e alla formazione professionale delle fasce sociali più svantaggiate.

2. Le Parti privilegiano le azioni volte a instaurare contatti permanenti fra i rispettivi organismi specializzati nonché a facilitare l'uso comune delle risorse tecniche e gli scambi di esperienze.

3. Tali azioni sono attuate principalmente mediante:

a) accordi tra gli istituti d'istruzione e di formazione;

b) incontri fra gli organismi responsabili dell'istruzione e della formazione.

4. La coopeazione tra le Parti ha altresì per scopo di concludere accordi settoriali in materia di istruzione, formazione e giovani.

ARTICOLO 28

Cooperazione in materia di lotta contro la droga e il narcotraffico

1. Nell'ambito delle rispettive competenze, le Parti coordinano le azioni e intensificano la cooperazione per lottare contro l'abuso e il traffico illeciti di stupefacenti, l'uso indebito dei precursori chimici e il riciclaggio dei proventi del narcotraffico. A tal fine, le Parti coordinano le azioni e i settori della cooperazione sia a livello bilaterale che nelle organizzazioni e nei consessi internazionali.

2. La cooperazione, che si avvarrà degli organi competenti in questi settori, prevede principalmente:

a) progetti di formazione, istruzione, trattamento e reinserimento dei tossicomani e programmi per impedire il consumo illegale di stupefacenti;

b) programmi di ricerca congiunti;

c) programmi di formazione per i pubblici funzionari in materia di prevenzione e controllo del traffico illecito, riciclaggio del denaro e controllo del commercio dei procursori e dei prodotti chimici fondamentali;

d) scambi delle informazioni pertinenti e adozione di misure appropriate per lottare contro il traffico illecito e il riciclaggio del denaro in conformità delle convenzioni multilaterali vigenti e delle raccomandazioni del Gruppo di azione finanziaria internazionale (GAFI);

e) la prevenzione dello sviamento dei precursori chimici e delle altre sostanze fondamentali utilizzate per la produzione illecita di stupefacenti e sostanze psicotrope. La prevenzione è basata sulla Convenzione delle Nazioni Unite del 1988 contro il traffico illecito di stupefacenti e di sostanze psicotrope, sui principi adottati dalla Comunità e dalle autorità internazionali competenti e sulle raccomandazioni della Task Force Azione chimica (CATF).

3. Le Parti possono estendere, di comune accordo, la cooperazione ad altri settori.

ARTICOLO 29

Cooperazione in materia di tutela dei consumatori

1. Le Parti convengono che la collaborazione in tale ambito dovrà essere destinata a perfezionare i rispettivi sistemi di tutela dei consumatori cercando di renderli sempre più compatibili in conformità delle rispettive legislazioni.

2. La cooperazione si incentrerà principalmente nei seguenti aspetti:

a) scambi di informazioni e di esperti;

b) azioni di formazione e assistenza tecnica.

ARTICOLO 30

Cooperazione nel settore della pesca marittima

Le Parti decidono di collaborare nel rispetto dei loro obblighi internazionali di natura commerciale e ambientale, instaurando un dialogo regolare onde esaminare la possibilità di intensificare la cooperazione nel settore della pesca e concludere, a termine, un accordo in materia.

ARTICOLO 31

Cooperazione triangolare

Riconoscendo l'importanza della cooperazione internazionale per favorire processi di sviluppo equilibrati e sostenibili, le Parti convengono di promuovere programmi di cooperazione triangolare con i paesi terzi nei settori di comune interesse.

TITOLO VI

STRUMENTI DELLA COOPERAZIONE

ARTICOLO 32

1. Per facilitare il conseguimento degli obiettivi della cooperazione prevista dal presente accordo, le Parti si impegnano a mettere a disposizione mezzi adeguati, anche finanziari, a seconda delle disponibilità e dei rispettivi meccanismi.

2. Le Parti invitano la Banca europea per gli investimenti a intensificare i suoi interventi in Cile, in conformità delle sue procedure e dei suoi criteri di finanziamento.

TITOLO VII

QUADRO ISTITUZIONALE

ARTICOLO 33

1. È istituito un Consiglio congiunto dell'accordo quadro di cooperazione, in appresso denominato "Consiglio congiunto", incaricato di sorvegliare l'applicazione del presente accordo. Il Consiglio congiunto si riunisce a livello ministeriale a scadenze periodiche, e ogniqualvolta lo richiedano le circostanze.

2. Il Consiglio congiunto esamina i problemi di rilievo inerenti all'applicazione del presente accordo, nonché le altre questioni bilaterali o internazionali di comune interesse, onde raggiungere gli obiettivi fissati.

3. Il Consiglio congiunto può inoltre presentare proposte appropriate, previo accordo tra le Parti. Nell'esercizio delle sue funzioni esso provvede a proporre raccomandazioni che contribuiscano a realizzare, a termine, l'obiettivo ulteriore dell'associazione politica ed economica.

ARTICOLO 34

1. Il Consiglio congiunto è composto, da un lato, da membri del Consiglio dell'Unione europea e della Commissione europea e, dall'altro, dai rappresentanti del Cile.

2. Il Consiglio congiunto adotta il proprio regolamento interno.

3. Il Consiglio congiunto è presieduto a turno da un rappresentante di ciascuna Parte.

ARTICOLO 35

1. Nell'esercizio delle sue funzioni, il Consiglio congiunto è assistito da una commissione mista composta da rappresentanti del Consiglio dell'Unione europea, della Commissione europea, da una parte, e del Cile, dall'altra.

2. Di norma, la commissione mista si riunisce una volta all'anno, alternativamente a Bruxelles e in Cile. La data e l'ordine del giorno delle riunioni vengono fissati di comune accordo. Possono essere indette riunioni straordinarie previo consenso delle Parti. La commissione mista è presieduta a turno da un rappresentante di ciascuna Parte.

3. Il Consiglio congiunto determina, nel suo regolamento interno, le modalità di funzionamento della commissione mista.

4. Il Consiglio congiunto può delegare, integralmente o parzialmente, le sue competenze alla commissione mista, che garantisce la continuità delle sue riunioni.

5. La commissione mista assiste il Consiglio congiunto nell'esercizio delle sue funzioni, e provvede in particolare a:

a) favorire le relazioni commerciali in conformità degli obiettivi del presente accordo, in particolare le disposizioni del Titolo III;

b) scambiare opinioni sui futuri programmi di cooperazione e sui mezzi di esecuzione disponibili, nonché su tutte le questioni di interesse comune relative alla liberalizzazione progressiva e reciproca degli scambi;

c) sottoporre al Consiglio congiunto le proposte della sottocommissione commerciale volte ad agevolare la preparazione della liberalizzazione progressiva e reciproca degli scambi e le proposte destinate ad intensificare la cooperazione nel settore; e

d) in generale, presentare al Consiglio congiunto proposte che contribuiscano al conseguimento dell'obiettivo finale, vale a dire l'associazione politica ed economica fra le parti.

ARTICOLO 36

Il Consiglio congiunto può decidere di creare tutti gli organi necessari per assisterlo nello svolgimento dei suoi compiti. Esso determina la composizione, gli obiettivi e il funzionamento di tali organi.

ARTICOLO 37

1. Le Parti convengono di istituire una sottocommissione commerciale mista che garantisca il conseguimento degli obiettivi commerciali previsti all'articolo 5 e prepari la liberalizzazione progressiva e reciproca degli scambi.

2. La sottocommissione commerciale mista sarà composta da rappresentanti del Consiglio dell'Unione europea, della Commissione europea, da una parte, e del Cile, dall'altra.

3. Essa può richiedere l'esecuzione di tutti gli studi e di tutte le analisi tecniche che ritiene necessari.

4. La sottocommissione commerciale mista presenta almeno una volta all'anno alla commissione mista di cui all'articolo 35 una relazione sullo svolgimento dei suoi lavori, formulando proposte finalizzate alla futura liberalizzazione degli scambi commerciali.

5. La sottocommissione commerciale mista sottopone, per approvazione, alla commissione mista il suo regolamento interno.

ARTICOLO 38

Clausola di consultazione

Nell'ambito delle rispettive competenze, le Parti si impegnano a consultarsi su tutti i temi contemplati dal presente accordo.

La procedura per le consultazioni di cui al paragrafo precedente sarà stabilita nel regolamento interno della commissione mista.

TITOLO VIII

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 39

Definizione delle Parti

Ai fini del presente accordo, per "Parti" si intendono, da un lato, la Comunità, i suoi Stati membri o la Comunità e i suoi Stati membri, conformemente alle rispettive competenze definite dal trattato che istituisce la Comunità europea, e, dall'altro, la Repubblica del Cile.

ARTICOLO 40

Clausola evolutiva

Le Parti possono ampliare, di concerto, il presente accordo onde approfondire la cooperazione e completarla, conformemente alle rispettive legislazioni, mediante la conclusione di accordi su settori o attività specifici, tenendo conto dell'esperienza acquisita durante la sua esecuzione.

ARTICOLO 41

Applicazione territoriale

Il presente accordo si applica, da un lato, ai territori in cui si applica il trattato che istituisce la Comunità europea, alle condizioni in esso indicate, e, dall'altro, al territorio della Repubblica del Cile.

ARTICOLO 42

Durata e entrata in vigore

1. Il presente accordo è concluso per un periodo illimitato.

2. In conformità delle rispettive procedure e in funzione dei lavori e delle proposte elaborate nel quadro istituzionale del presente accordo, le Parti stabiliscono l'opportunità, il momento e le condizioni per il passaggio all'associazione politica ed economica a seconda dei progressi compiuti nel quadro del presente accordo.

3. Il presente accordo entra in vigore il primo giorno del mese successivo alla data in cui le Parti si saranno notificate l'avvenuto espletamento delle necessarie formalità.

4. Dette notifiche sono dirette al Segretariato generale del Consiglio dell'Unione europea, depositario del presente accordo.

5. L'accordo sostituirà, sin dalla sua entrata in vigore, l'accordo quadro di cooperazione firmato il 20 dicembre 1990 tra la Comunità economica europea e la Repubblica del Cile.

ARTICOLO 43

Adempimento degli obblighi

1. Le Parti adottano tutti i provvedimenti generali o specifici necessari per l'adempimento degli obblighi previsti dal presente accordo. Esse si adoperano per la realizzazione degli obiettivi ivi fissati.

Qualora una delle Parti ritenga che l'altra Parte non abbia ottemperato ad un obbligo previsto dall'accordo, può adottare le misure appropriate. Prima di procedere, fatta eccezione per i casi particolarmente urgenti, essa fornisce alla commissione mista tutte le informazioni pertinenti necessarie per un esame approfondito della situazione onde trovare una soluzione accettabile per le Parti.

Nella scelta delle misure, si privilegiano quelle meno lesive per il funzionamento dell'accordo. Le misure decise sono comunicate senza indugio alla commissione mista e, qualora l'altra Parte ne faccia richiesta, sono oggetto di consultazioni in seno a detto organo.

2. Le Parti decidono che ai fini del paragrafo 1, per "casi particolarmente urgenti", s'intendono le violazioni di una clausola sostanziale dell'accordo ad opera di una di esse. La violazione di una clausola sostanziale dell'accordo consiste:

a) in una denuncia dell'accordo non sancita dalle norme generali del diritto internazionale oppure

b) nell'inosservanza degli elementi fondamentali dell'accordo di cui all'articolo 1.

3. Le Parti convengono che per "misure appropriate", ai sensi del presente articolo, s'intendono le misure prese in conformità del diritto internazionale. Se una Parte prende una misura in un caso particolarmente urgente ai sensi del presente articolo, l'altra Parte può chiedere che sia indetta entro quindici giorni una riunione in merito.

ARTICOLO 44

Testi facenti fede

Il presente accordo è redatto in due esemplari in lingua danese, finnica, francese, greca, inglese, italiana, neerlandese, portoghese, spagnola, svedese e tedesca, ciascun testo facente ugualmente fede.

Fatto a Firenze, addì ventuno giugno millenovecentonovantasei.

ALLEGATO I

DICHIARAZIONE CONGIUNTA SUL DIALOGO POLITICO TRA L'UNIONE EUROPEA E IL CILE

1. Preambolo

L'Unione europea e il Cile,

- consapevoli del patrimonio culturale comune e degli stretti vincoli storici, politici ed economici che li uniscono;

- spinti dalla loro adesione ai valori democratici e ribadendo che il rispetto dei diritti umani, delle libertà individuali e dei principi dello Stato di diritto su cui si fondano le società democratiche è alla base delle politiche interna ed estera dei paesi dell'Unione europea e del Cile nonché del loro progetto comune;

- desiderosi di consolidare la pace e la sicurezza internazionali secondo i principi contenuti nella Carta delle Nazioni Unite e decisi ad applicare i principi relativi alla prevenzione e alla soluzione pacifica dei conflitti internazionali;

- riconoscendo l'utilità dell'integrazione regionale per la promozione di uno sviluppo sostenibile e armonioso dei loro popoli, in base ai principi del progresso sociale e della solidarietà;

- basandosi sulle relazioni privilegiate instaurate dall'accordo quadro di cooperazione concluso tra la Comunità europea e la Repubblica del Cile,

hanno deciso di impostare le loro relazioni secondo una prospettiva a lungo termine.

2. Obiettivi

Basandosi sulle conclusioni adottate il 17 luglio 1995 dal Consiglio dell'Unione europea e sulla comunicazione intitolata "Verso un approfondimento delle relazioni tra Unione europea e Cile", le Parti ribadiscono l'intenzione di concludere un accordo che esprima la loro volontà politica di creare, come obiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica.

A tal fine, le Parti hanno deciso di avviare un dialogo politico più intenso, onde garantire una più stretta concertazione sulle questioni di comune interesse coordinando, in particolare, le rispettive posizioni nei consessi multilaterali competenti. Tale dialogo potrebbe estendersi ad altri interlocutori della regione oppure, nella misura del possibile, svolgersi a margine di altri dialoghi politici già in corso.

3. Meccanismi di dialogo

Per avviare e sviluppare il dialogo politico sulle questioni bilaterali e internazionali di comune interesse, le Parti hanno previsto:

a) incontri periodici, secondo modalità definite dalle Parti, tra il Presidente della Repubblica del Cile e le massime autorità dell'Unione europea;

b) incontri periodici, secondo modalità definite dalle Parti, tra i rispettivi ministri degli affari esteri;

c) riunioni periodiche tra gli altri ministri sulle questioni di comune interesse, sempreché le Parti le ritengano necessarie per consolidare le loro relazioni;

d) riunioni periodiche tra alti funzionari di entrambe le Parti.

4. L'Unione europea e il Cile decidono che la presente dichiarazione congiunta costituirà il punto di partenza per l'avvio di relazioni più strette e più profonde.

**PROCESSO VERBALE DI FIRMA
DELL'ACCORDO QUADRO DI COOPERAZIONE
VOLTO A PREPARARE, COME OBIETTIVO FINALE,
UN'ASSOCIAZIONE DI NATURA POLITICA ED ECONOMICA
TRA LA COMUNITÀ EUROPEA E I SUOI STATI MEMBRI, DA UNA PARTE,
E LA REPUBBLICA DEL CILE, DALL'ALTRA·**

I plenipotenziari delle Parti contraenti hanno proceduto oggi alla firma dell'accordo quadro di cooperazione volto a preparare, come obiettivo finale, un'associazione di natura politica ed economica tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica del Cile, dall'altra, e hanno adottato le dichiarazioni allegate al presente verbale.

Fatto a Firenze, addi' ventuno giugno millenovecentonovantasei.

DICHIARAZIONE CONGIUNTA SUL DIALOGO POLITICO

In attesa del completamento delle procedure per l'entrata in vigore dell'accordo, le Parti convengono di attuare, subito dopo la firma, i meccanismi del dialogo politico previsti nell'allegato al presente accordo.

DICHIARAZIONE CONGIUNTA SUL DIALOGO A LIVELLO PARLAMENTARE

Le Parti appoggiano la proposta formulata dal Parlamento europeo e dal Parlamento cileno per istituzionalizzare il loro dialogo ed esprimo l'intenzione di contribuire all'avvio e allo sviluppo di detto dialogo parlamentare.

1. Le Parti riflettono insieme su come coordinare, a seconda dei progressi compiuti a livello di integrazione regionale e sempreché contribuiscano al conseguimento degli obiettivi dell'accordo, i loro meccanismi di preparazione della liberalizzazione degli scambi con quelli previsti nei confronti di paesi o entità regionali, segnatamente il Mercato comune del sud (MERCOSUR).

2. In tale contesto, le Parti esaminano la possibilità di far partecipare il Cile ai programmi di cooperazione previsti dall'accordo tra la Comunità europea, i suoi Stati membri, il Mercato comune del sud e i suoi Stati membri, nonché di far partecipare il MERCOSUR ai programmi previsti dal presente accordo, secondo modalità concordate tra tutte le parti interessate.

Fatto a Firenze, addi' ventuno giugno millenovecentonovantasei.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1923):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI) il 7 gennaio 1997.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 6 febbraio 1997, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª, 11ª, 12ª, 13ª e della giunta per gli affari delle Comunità europee.

Esaminato dalla 3ª commissione il 18 marzo 1997.

Relazione scritta annunciata il 2 aprile 1997 (atto n. 1923/*A* - relatore sen. D'URSO).

Esaminato in aula e approvato il 2 aprile 1997.

Camera dei deputati (atto n. 3507):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 9 aprile 1997, con pareri delle commissioni I, II, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII e XIII.

Esaminato dalla III commissione il 18 giugno 1997 e 1° luglio 1997.

Relazione scritta annunciata il 15 luglio 1997 (atto n. 3507/*A* - relatore on. AMORUSO).

Esaminato in aula il 22 settembre 1997 e approvato, il 25 settembre 1997.

97G0381

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(9652432) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
— presso le Agenzie dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10 e via Cavour, 102;
— presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1997

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1997
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1997 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1997

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:
- annuale ... L. 440.000
- semestrale ... L. 250.000

Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:
- annuale ... L. 360.000
- semestrale ... L. 200.000

Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i soli provvedimenti non legislativi:
- annuale ... L. 100.000
- semestrale ... L. 60.000

Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:
- annuale ... L. 92.500
- semestrale ... L. 60.500

Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:
- annuale ... L. 236.000
- semestrale ... L. 130.000

Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:
- annuale ... L. 92.000
- semestrale ... L. 59.000

Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:
- annuale ... L. 231.000
- semestrale ... L. 126.000

Tipo F - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:
- annuale ... L. 950.000
- semestrale ... L. 514.000

Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso tipo A2):
- annuale ... L. 850.000
- semestrale ... L. 450.000

*Integrando con la somma di **L. 125.000** il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale, *parte prima, prescelto si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1997.*

Prezzo di vendita di un fascicolo della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale Concorsi ed esami*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	140.000
Prezzo di vendita di un fascicolo ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	91.000
Prezzo di vendita di un fascicolo	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1997
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	410.000
Abbonamento semestrale	L.	245.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, *nonché quelli di vendita dei fascicoli delle* annate *arretrate, compresi i supplementi ordinari e straordinari, sono raddoppiati.*

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA
abbonamenti ☎ (06) 85082149/85082221 - vendita pubblicazioni ☎ (06) 85082150/85082276 - inserzioni ☎ (06) 85082146/85082189

* 4 1 1 2 0 0 2 4 2 0 9 7 *

L. 7.500